

**ALLOCATION DE BABACAR NDIAYE,
PRESIDENT, BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT**

A L'OCCASION DE LA

CINQUIEME CONFERENCE REGIONALE AFRICAINE

SUR LES FEMMES

Dakar, Sénégal

16 - 23 Novembre 1994

Excellence,

Monsieur le Président de la République

Monsieur le Secrétaire général de l'Organisation
de l'Unité africaine,

Monsieur le Secrétaire exécutif de la Commission
économique pour l'Afrique,

Madame le Secrétaire général de la quatrième conférence
mondiale sur les femmes,

Honorables Ministres,

Distingués participants,

Mesdames, Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous dire combien je suis honoré de prendre la parole à l'occasion de ces importantes assises régionales consacrées à la recherche de voies nouvelles et de moyens plus efficaces d'améliorer la condition de la femme africaine. Qu'il me soit permis ici, au nom de la BAD, de rendre un hommage mérité à tous les organisateurs de cette conférence pour le choix judicieux porté sur le Sénégal comme pays-hôte. Le Sénégal, vous le savez, a une longue et riche tradition d'idées généreuses et novatrices, dont la moindre n'est pas la reconnaissance de la place et du rôle de la femme dans les sociétés traditionnelles et modernes. Au cœur de ce combat pour la réhabilitation de la femme, des hommes se sont illustrés, et le Président ABDOU DIIOUF est de ceux-là, par sa vision, par sa culture humaniste, par sa volonté d'être un homme de l'histoire et un homme de son temps.

Monsieur le Président nous vous disons merci pour ce que vous êtes.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Le sens et la portée de cette conférence n'échappent, j'en suis convaincu, à aucun d'entre nous. Réunion régionale préparatoire à la quatrième conférence mondiale des Nations-Unies sur les femmes, cette rencontre doit permettre

avant tout d'harmoniser et d'unifier la position de nos pays et de nos institutions sur les multiples questions qui affectent la condition de la femme dans nos sociétés africaines. On peut espérer aussi que, dans les années à venir, elle contribuera pour beaucoup dans la mise sur pied du prochain programme mondial des Nations Unies pour les femmes. En effet, nous le savons bien, le premier programme mondial pour la promotion et l'intégration des femmes - en particulier sa composante régionale énoncée il y a près de vingt ans, à Mexico, est resté inachevé. Il faudra donc raviver la détermination et l'engagement de nos dirigeants, de nos gouvernements et des organisations communautaires, de base pour que ce premier programme et les déclarations ultérieures deviennent une réalité vivante pour les femmes africaines.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

La présente conférence est le point culminant des rencontres organisées dans la région et des consultations menées avec les partenaires de l'Afrique, sur la mise en application des Stratégies prospectives de Nairobi, élaborées il y a près d'une décennie. Cette série de réunions et de consultations ont abouti, je crois, au constat suivant : bien que de nombreux *gouvernements aient officiellement adopté des stratégies visant à améliorer la condition des femmes, il reste encore beaucoup à faire pour que les Stratégies prospectives de Nairobi soient entièrement mises en oeuvre, et pour apporter un changement qualitatif à la vie des femmes et des sociétés africaines.*

Les Stratégies prospectives de Nairobi, comme vous vous en souvenez, visaient trois objectifs primordiaux -- **égalité, développement et paix**. Pour déterminer dans quelle mesure la situation de la femme a évolué, il y a donc lieu de se poser les questions suivantes : *i) Quels progrès ont été accomplis sur le plan de l'égalité entre l'homme et la femme ? ii) Les perspectives de développement des femmes africaines se sont-elles améliorées ces dix dernières années ? et iii) Les chances de paix et de stabilité se sont-elles améliorées, non seulement au profit des femmes, mais aussi à celui de l'ensemble de nos sociétés ?*

Malgré des acquis notables enregistrés par les femmes africaines dans certains domaines de la vie sociale, l'impression d'un progrès nettement insuffisant persiste. Il ressort de la plupart des indicateurs sociaux que ces gains ont en fait été négligeables et, dans certains cas, ils se sont même effrités. Les femmes africaines interviennent pour plus de deux tiers dans la production alimentaire de la région, et pourtant elles continuent d'obtenir à peine 10 pour cent du revenu, et possèdent moins de un pour cent des actifs. Leur profil de pauvreté semble s'être dégradé, dans la mesure où l'on assiste à une augmentation du nombre de foyers dirigés par les femmes -- évalués actuellement à plus du tiers de l'ensemble des foyers. D'autres indicateurs sociaux, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, font également apparaître une situation alarmante. Tout aussi alarmant est le nombre élevé de femmes réfugiées et de personnes déplacées sur notre continent, conséquence des nombreuses guerres et tensions qui le déchirent.

Il est naturellement impossible d'évaluer la situation de la femme dans notre région sans tenir compte des graves difficultés économiques que nous connaissons depuis une quinzaine d'années et des profondes mutations intervenues depuis quelque temps dans le monde. Il est bien connu que les graves chocs économiques extérieurs, que notre région subit depuis le début des années 80, se sont soldés par une dégradation sensible des revenus par habitant. En réaction à cette grave crise économique, nos pays se sont attachés à appliquer des programmes de réforme et d'ajustement économiques, bien souvent avec le concours des institutions financières internationales. Ces programmes visent à mettre en place les conditions propices à la relance de l'activité économique et au rétablissement de niveaux satisfaisants de croissance.

Les programmes de réforme ont aidé un certain nombre de nos pays à juguler l'inflation et à atténuer les difficultés de la balance des paiements. Certains de nos pays sont parvenus par ailleurs à retrouver des taux de croissance économique satisfaisants. Et cependant, malgré ces résultats, il est clair que beaucoup reste à faire. Nos pays doivent atteindre des taux de croissance sensiblement plus élevés pour pouvoir accomplir des progrès

tangibles dans la lutte contre la pauvreté. Nos programmes de développement doivent avoir pour objectif primordial, non seulement la croissance économique, mais aussi la valorisation des ressources humaines et la lutte contre la pauvreté, si nous voulons nous attaquer aux graves répercussions sociales de la régression économique et des programmes d'ajustement. De même, il importe tout autant que nous abordions de manière plus directe et plus résolue le problème posé par la situation inacceptable de la femme.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Dans ce contexte, j'aimerais, si vous le permettez, évoquer l'action menée par la Banque africaine de développement en vue de promouvoir le rôle de la femme sur notre continent. Depuis 1987, nous appliquons une politique qui tient compte des besoins des femmes dans toutes nos opérations, en reconnaissance de leur rôle déterminant dans le processus de développement. C'est ainsi que la Banque a élaboré et adopté, en 1990, un document de stratégie politique pour orienter ses interventions dans ce domaine.

En tant qu'institution financière du développement, la Banque s'attache particulièrement à ce que ses interventions visent à renforcer le pouvoir économique des femmes. Cette action se développe autour des trois axes suivants :

- i) le dialogue sur les politiques avec les pays membres régionaux afin de s'assurer que les questions concernant les femmes fassent partie intégrante de leurs stratégies et programmes de développement ;
- ii) le renforcement du potentiel productif des femmes et, en particulier, celui des femmes pauvres. A cet égard, la Banque envisage de créer un "guichet" consacré à la promotion de la micro entreprise, dont les principaux bénéficiaires devraient être les femmes pauvres ;

- iii) la valorisation des ressources humaines par le biais de projets qui favorisent l'accès des femmes à l'enseignement de base et professionnel.

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

En menant ces diverses activités, la Banque a pleinement conscience qu'une action concertée de toutes les institutions nationales, régionales et internationales est nécessaire pour réaliser une percée significative dans la situation réelle de la femme africaine. Le projet de Plate-forme africaine d'action dont nous sommes saisis couvre toutes les grandes questions auxquelles nous devons nous attaquer à cet égard. Il faudra faire en sorte que l'action que nous entreprendrons dans ce cadre aille au-delà de la rhétorique pour se traduire par des progrès concrets et quantifiables. Il est également essentiel que la présente conférence régionale et la quatrième conférence mondiale de Beijing, l'année prochaine, s'efforcent de mettre en place des mécanismes efficaces de coopération qui permettront d'atteindre tous les objectifs visés.

Pour chargé que soit le programme de travail de cette Plate-forme d'action, j'aimerais souligner cependant qu'il ne s'agit là que du minimum que nous pouvons faire pour promouvoir le bien-être des femmes africaines. Elles méritent bien plus car, outre leur grande capacité d'adaptation, elles continuent et continueront de compter parmi les agents économiques les plus autonomes et les plus actives au monde. Je ne doute pas qu'avec l'appui approprié des gouvernements et des organismes régionaux et internationaux, elles soient capables de dynamiser nos économies et de contribuer à la transformation rapide de nos sociétés.

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Je conclurai en renouvelant l'espoir que ces assises de Dakar servent de tremplin solide pour préparer le grand bond qualitatif de Beijing. Compte tenu du travail déjà accompli, je ne doute qu'il se dégagera de vos délibérations une Position commune africaine qui traduira fidèlement les problèmes et les aspirations des femmes de notre continent. Je puis d'ores et déjà, donner l'assurance à tous ici présents, que la Banque africaine de développement collaborera avec toutes les institutions et organisations concernées pour que prennent corps les initiatives issues de la Cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes, car investir pour la femme africaine, c'est investir dans l'avenir du Continent en lui assurant un développement équitable et durable.

Je vous remercie de votre aimable attention.